

Publications périodiques

Comptes annuels

ARKEA PUBLIC SECTOR SCF
(EX. CREDIT MUTUEL ARKEA PUBLIC SECTOR SCF)

Société anonyme au capital de 50 000 000 euros
Siège social : 1, rue Louis Lichou, 29480 Le Relecq Kerhuon
440 180 842 RCS BREST

Comptes annuels approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 13 avril 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

Actif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales		2	4
Effets publics et valeurs assimilées			
Créances sur les établissements de crédit	1	1 166 897	984 721
Opérations avec la clientèle			
Obligations et autres titres à revenu fixe			
Actions et autres titres à revenu variable			
Participations, autres titres détenus à long terme			
Parts dans les entreprises liées			
Immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
Capital souscrit non versé			
Actions propres			
Autres actifs		45	28
Comptes de régularisation	2	2 458	3 055
Total de l'actif		1 169 402	987 808

Passif	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, C.C.P.			
Dettes envers les établissements de crédit			
Opérations avec la clientèle			
Dettes représentées par un titre	3	1 117 073	955 021
Autres passifs		19	33
Comptes de régularisation	4	2 713	3 222
Provisions			
Dettes subordonnées			
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)			
Capitaux propres hors FRBG	5	49 597	29 532
- Capital souscrit		50 000	30 000
- Primes d'émission			
- Réserves		2	2
- Ecart de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
- Report à nouveau		-471	-316
- Résultat de l'exercice		66	-154
Total du passif		1 169 402	987 808

Hors-bilan au 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)

Hors-bilan	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés			
Engagements de financement			
Engagements de garantie			
Engagements sur titres			
Engagements reçus	9	1 674 705	1 509 827
Engagements de financement			
Engagements de garantie		1 674 705	1 509 827
Engagements sur titres			
Instruments financiers à terme			

II. — Comptes du 31 décembre 2017

(en milliers d'euros)	Notes	2017	2016
------------------------------	--------------	-------------	-------------

Intérêts et produits assimilés	7	36 979	33 655
Intérêts et charges assimilées	7	-35 848	-32 897
Revenus des titres à revenu variable			
Commissions (produits)			
Commissions (charges)			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation			
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés			
Autres produits d'exploitation bancaire			
Autres charges d'exploitation bancaire			
Produit net bancaire		1 131	758
Charges générales d'exploitation		-1 064	-912
Frais de personnel		-5	-4
Autres frais administratifs		-1 059	-908
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles			
Résultat brut d'exploitation		66	-154
Coût du risque			
Résultat d'exploitation		66	-154
Gains ou pertes sur actifs immobilisés			
Résultat courant avant impôt		66	-154
Résultat exceptionnel			
Impôt sur les bénéfices			
Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net		66	-154

III. — Affectation du résultat

L'assemblée générale constate que le résultat net comptable de l'exercice 2017 s'élève à 65 535,98€ auquel s'ajoute un report à nouveau antérieur de – 470 516,22€, soit un montant disponible de – 404 980,24 €, et décide d'affecter la totalité de cette somme en report à nouveau.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, il est rappelé qu'il n'y a pas eu de dividendes versés au cours des trois précédents exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexe

1- Cadre juridique et financier et faits marquants de l'exercice

1-1 Cadre juridique et financier

La société Arkéa Public Sector SCF, société anonyme à conseil d'administration, a pour activité le refinancement du groupe Crédit Mutuel Arkéa par voie d'émission de titres fonciers bénéficiant du privilège visé à l'article L.515-19 du Code monétaire et financier dans le cadre d'un programme Euro Medium Term Notes à moyen-long terme bénéficiant d'une notation « AAA ».

1-2 Faits marquants de l'exercice

L'Assemblée Générale Mixte du 18 mai 2017 a décidé d'augmenter le capital d'Arkéa Public Sector SCF de 20 millions d'euros intégralement souscrit et libéré par Crédit Mutuel Arkéa le 19 juin 2017.

Arkéa Public Sector SCF a réalisé deux émissions en 2017, la première en janvier pour 70 millions d'euros à échéance 20 ans (26/01/2037), la seconde en août pour 100 millions d'euros à échéance 20 ans (07/08/2037).

Il est enfin à noter le rachat partiel à hauteur de 9,4 millions d'euros le 24 novembre 2017, sur l'émission initiale du 7 octobre 2011.

2- Principes comptables et méthodes d'évaluation

2-1 Présentation des comptes

La présentation des comptes est faite en conformité avec le règlement n° 2014-07 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC), relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

2-2 Principes généraux et méthodes d'évaluation

Principes généraux

Les comptes de Arkéa Public Sector SCF sont établis conformément aux principes comptables généralement admis ainsi qu'aux dispositions réglementaires applicables aux établissements de crédit en France, prescrites par le règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Options et méthodes d'évaluation

Créances

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07 relatif au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière. Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les crédits sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les décotes et soultes sont étalées sur la durée de vie des créances concernées selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de régularisation. L'amortissement de ces soultes et décotes figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont comptabilisées à leur valeur nominale. Les primes d'émission et de remboursement sont étalées sur la durée de vie des titres concernés selon la méthode linéaire. Elles figurent au bilan en compte de régularisation. L'amortissement de ces primes figure au compte de résultat dans les intérêts et charges assimilées ou en intérêts et produits assimilés.

Les intérêts courus sur les dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Frais de personnel

Arkéa Public Sector SCF n'emploie pas de personnel. Elle a constitué le 15 novembre 2010 avec le Crédit Mutuel Arkéa, un groupement de fait régi par les dispositions des articles 261B et suivants du C.G.I. destiné à gérer les moyens humains et matériels mis en commun.

Le Crédit Mutuel Arkéa est la société employeuse. Elle met à la disposition de Arkéa Public Sector SCF les ressources humaines nécessaires lui permettant de répondre à ses obligations contractuelles, légales et réglementaires dans le cadre de ses activités.

La rémunération globale allouée aux membres du conseil d'administration s'élève à 5 586 euros pour 2017.

3. Informations sur les postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat

Note 1. Créances sur les établissements de crédit

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	A vue	A terme	Total	A vue	A terme	Total
Comptes ordinaires	49 478		49 478	29 505		29 505
Prêts, valeurs reçues en pension		1 107 600	1 107 600		947 000	947 000
Créances rattachées		9 819	9 819		8 216	8 216
Total	49 478	1 117 419	1 166 897	29 505	955 216	984 721

Note 2. Comptes de régularisation – Actif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Valeurs à l'encaissement		
Comptes d'ajustement		
Pertes sur instruments financiers à terme de couverture		
Primes émission TCN et emprunts obligataires	2 382	3016
Charges constatées d'avance	76	
Produits à recevoir		39
Comptes de régularisation divers		
Total	2 458	3 055

Note 3. Dettes représentées par un titre

En milliers d'euros	31/12/2017			31/12/2016		
	Principal	Dettes rattachées	Total	Principal	Dettes rattachées	Total
Bons de caisse						
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						
Emprunts obligataires	1 107 600	9 473	1 117 073	947 000	8 021	955 021
Total	1 107 600	9 473	1 117 073	947 000	8 021	955 021

— Emprunts obligataires (En milliers d'euros)

Date d'émission	Montant	Type	Durée en années	Taux
07/10/2011	740 600 000	Emprunt obligataire	10	3,75%
16/08/2013	120 000 000	Emprunt obligataire	12	2,51%
18/11/2015	50 000 000	Emprunt obligataire	18	1,47%
25/11/2015	27 000 000	Emprunt obligataire	15	1,46%
26/01/2017	70 000 000	Emprunt obligataire	20	1,34%
07/08/2017	100 000 000	Emprunt obligataire	20	1,65%
Total	1 107 600 000			

Note 4. Comptes de régularisation - Passif

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
---------------------	------------	------------

Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement		
Produits constatés d'avance	2 381	3 015
Charges à payer	332	207
Comptes d'ajustement		
Comptes de régularisation divers		
Total	2 713	3 222

Note 5. Capitaux propres hors FRBG

En milliers d'euros	Début d'exercice	Affectation résultat exercice précédent	Variation de l'exercice	Fin d'exercice
Capital	30 000		20 000	50 000
Prime d'émission				
Total réserves	2			2
- Réserve légale	2			2
- Réserves facultatives et statutaires				
- Réserves plus-values à long terme				
- Autres réserves				
Provisions réglementées				
Ecart de réévaluation				
Report à nouveau créditeur				
Report à nouveau débiteur	-316	-155		-471
Résultat de l'exercice	-155	155	65	66
Dividendes versés				
Total	29 532		20 065	49 597

Le capital est composé de 5.000.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de 10 euros soit un capital de 50.000 000 euros.

Note 6. Ventilation de certains actifs / passifs selon leur durée résiduelle

En milliers d'euros	D<3 mois	3M<D<1an	1an<D<5ans	D>5ans	Dettes et créances rattachées	Total
Actif						
Créances sur établissements de crédit	49 478		740 600	367 000	9 819	1 166 897
- à vue	49 478					49 478
- à terme			740 600	367 000	9 819	1 117 419
Créances sur la clientèle						
- créances commerciales						
- autres concours à la clientèle						
- comptes ordinaires débiteurs						
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit						
- à vue						
- à terme						
Opérations avec la clientèle						
- comptes d'épargne à régime spécial						
- à vue						
- à terme						
- autres dettes						
- à vue						
- à terme						
Dettes représentées par un titre			740 600	367 000	9 473	1 117 073
- bons de caisse						
- titres du marché interbancaire et titres de créances négociables						
- emprunts obligataires			740 600	367 000	9 473	1 117 073

Note 7. Intérêts, produits et charges assimilés

En milliers d'euros	31/12/2017		31/12/2016	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Opérations avec les établissements de crédit	36 979		33 655	
Opérations avec la clientèle				
Obligations et autres titres à revenu fixe		-35 848		-32 897
Autres opérations				
Total	36 979	-35 848	33 655	-32 897

Note 8. Opérations avec les entreprises liées et les participations

En milliers d'euros	Participations et entreprises liées		Filiales	
	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés				
De financement				
De garantie				
Total engagements donnés				
Engagements reçus				
De financement				
De garantie	1 674 705	1 509 827		
Total engagements reçus	1 674 705	1 509 827		

Note 9. Engagements de l'activité bancaire

En milliers d'euros	31/12/2017	31/12/2016
Engagements donnés		
<i>Engagements de financement</i>		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
<i>Engagements de garantie</i>		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle		
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements donnés		
Engagements reçus	1 674 705	1 509 827
<i>Engagements de financement</i>		
Reçus des établissements de crédit		
<i>Engagements de garantie</i>	1 674 705	1 509 827
Reçus des établissements de crédit	1 674 705	1 509 827
<i>Engagements sur titres</i>		
Autres engagements reçus		

Note 10. Tableau des flux de trésorerie nets

	31/12/2017	31/12/2016
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles		
Résultat net	66	-154
Impôt		
Résultat avant impôt	66	-154
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux provisions		
Quote-part de perte/(bénéfice) dans les sociétés mises en équivalence		
Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		
(Produits)/charges des activités de financement		
Autres mouvements	-63	19
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net et des autres ajustements	-63	19
Opérations interbancaires	-160 600	
Opérations avec la clientèle		
Opérations sur autres actifs/passifs financiers		
Opérations sur autres actifs/passifs non financiers	-17	11
Dividendes reçus des entreprises mises en équivalence		
Impôts versés	-14	19
Diminution / (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-160 631	30
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-160 628	-105
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		
Actifs financiers et participations		
Immeubles de placement		
Immobilisations corporelles et incorporelles		
Autres		
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement		
Flux de trésorerie provenant/à destination des actionnaires	20 000	
Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	160 600	

Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	180 600	
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	19 972	-105
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles	-160 628	-105
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement		
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	180 600	
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	29 510	29 615
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 7)		
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 7)	29 510	29 615
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	49 480	29 510
Caisse, banques centrales (actif & passif) (Notes 1 et 7)	2	4
Comptes (actif et passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit (Notes 1 et 7)	49 478	29 506
Variation de la trésorerie nette	19 970	-105

La notion de trésorerie nette comprend le solde net des comptes de caisse, banques centrales ainsi que le solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédits.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les variations des flux de trésorerie générés par les activités du groupe, y compris ceux relatifs aux titres de créances négociables.

Les variations de trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les variations liées aux capitaux propres et aux dettes subordonnées.

Note 11. Intégration fiscale

La société est comprise dans le périmètre de l'intégration fiscale du groupe Crédit Mutuel Arkéa dont la société mère est Crédit Mutuel Arkéa depuis le 01/01/2010. En matière d'impôt sur les sociétés, conformément aux termes de la convention d'intégration fiscale, l'impôt est déterminé par la filiale, comme en l'absence d'intégration fiscale. Le montant ainsi calculé, déductions faites des avoirs fiscaux et crédits d'impôts éventuels, est dû à la société mère.

Note 12. Comptes consolidés

Arkéa Public Sector SCF n'a ni contrôle exclusif, ni influence notable dans aucune entreprise. Il n'y a donc pas lieu, pour elle, de présenter des comptes consolidés. Ses comptes sont intégrés globalement dans les comptes consolidés du groupe Crédit Mutuel Arkéa, situé au 1, rue Louis Lichou 29480 Le Relecq Kerhuon.

Les états financiers consolidés sont consultables sur le site internet du Crédit Mutuel Arkéa, à savoir : http://www.arkea.com/banque/assurance/credit/mutuel/ecb_5034/fr/rapports-annuels.

Note 13. Evénements post-clôture

Néant

V. Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

Aux Actionnaires,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Arkéa Public Sector SCF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014 ou par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous devons porter à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des

comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas de point clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-3 du Code du commerce.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-37-3 du Code du commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation des Commissaires aux comptes

Nous avons été nommés Commissaires aux comptes de la société Arkéa Public Sector SCF par l'Assemblée générale du 18 mai 2017 pour le cabinet Mazars et du 22 octobre 2010 pour le cabinet Deloitte & Associés.

Au 31 décembre 2017, le cabinet Mazars était dans la 1ère année de sa mission sans interruption et le cabinet Deloitte & Associés dans la huitième année. - par ailleurs, la société Sterenn, membre du réseau Deloitte, était précédemment commissaire aux comptes de l'entité de 2001 à 2009.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les

informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons un rapport au conseil d'administration qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration la déclaration prévue par l'article L. 823-16 du Code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 30 mars 2018

MAZARS
Virginie CHAUVIN

DELOITTE&ASSOCIES
Jean-Vincent COUSTEL

VI. — Rapport de gestion

En application du règlement n°94-03 du Comité de la réglementation bancaire et financière, le rapport de gestion peut être obtenu sur simple demande à l'adresse suivante : Arkéa Public Sector SCF – 1, rue Louis Lichou – 29480 LE RELECQ-KERHUON.